



## EXTRAIT

### DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### DU CONSEIL MUNICIPAL

#### Nombre de Conseillers

en exercice	14
présents	9
procurations	3
votants	12

**OBJET**  
*Taxe*  
*locale*  
**D'EQUIPEMENT**  
**EXONERATION ZONE**  
**DU CESAR**

MAIRIE DE LE SUBDRAY

23 OCT. 2000

COURRIER - ARRIVÉE

L'an deux mil,  
le Lundi 16 Octobre à 20 heures  
le Conseil Municipal de la Commune de **LE SUBDRAY**  
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à l'étage de la  
Mairie, sous la présidence de **Monsieur Daniel MARCHON, Maire.**

date de la convocation du Conseil Municipal le **6 octobre 2000**

#### Présents

M BROSSARD - Mme PETIT - M.HERAULT, Adjoints,  
MM. ROUX-FOUCHET- Mme MINMIN - MM. TAILLANDIER - AUGAY.

#### Absents Excusés

M.BESSON qui donne procuration à Mme PETIT  
Mme MARTINAT qui donne procuration M. ROUX  
Mme BERTHE qui donne procuration M. TAILLANDIER

#### Absents

M. JACQUET  
Mme BOUILLET

**Secrétaire de séance : Mme MINMIN**

Monsieur le Maire expose aux Membres du Conseil Municipal que suite à la mise en place de la taxe locale d'équipement la lecture permettait l'exonération concernant les opérations dont le coût des équipements est à la charge des constructeurs.

Or dans les faits l'application de la taxe peut s'avérer délicate, c'est pour cette raison que la SEM 18 par un courrier en date du 9 août nous demande de délibérer sur l'exonération de cette taxe concernant les futurs implantations sur la zone du CESAR, du fait que cette société a réalisé entièrement les aménagements.

Le service juridique de la D.D.E. consulté nous engage à préciser par délibération cette exonération.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de délibérer sur cette demande.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés **décide l'exonération** de cette taxe concernant les futurs implantations sur la zone du CESAR.

La présente délibération est transmise à

Monsieur le Préfet du Cher  
Monsieur le Directeur de la S.E.M. 18  
D.D.E.  
Monsieur le Percepteur de Saint Florent

Acte déposé à la  
Mairie du Cher, le

19 OCT 2000

Pour extrait conforme  
Fait à LE SUBDRAY, le 17 octobre 2000  
Le Maire, Daniel MARCHON



*[Signature]*

217  
8

République Française  
Département du Cher

Accusé de réception - Préfecture de Bourges

018-211802558-20111006-2011\_57-DE

Reçu le : 11/10/2011

Extrait du registre  
des délibérations de la commune du **Subdray**  
Séance du **06/10/2011**

Date de la convocation  
29/09/2011

Date d'affichage  
07/10/2011

Nombres de membres  
En exercice : 13  
Présents : 10  
Votants : 12

L'an 2011 et le 6 Octobre à 19 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr MARCHON Daniel, Maire.

**Présents** : M. MARCHON Daniel, Maire, M. FOUCHET Bruno, Mme MARTINAT SIRET Marlène, Mme MOREAU Sylvie, Mme PETIT Marie-Hélène, Mme BOUDIGNON ESTANDIE Françoise, Mme SUPLIE Corinne, M. BROSSARD René, M. ROUX Etienne, M. BEAUVAIS Jean,

**Absent** : M. FERRIER Damien,

**Excusés ayant donné procuration** : Mme BOUILLET Josiane à M. BEAUVAIS Jean, Mme CHEREAU Agnès à Mme SUPLIE Corinne,

**Secrétaire de séance** : M. ROUX Etienne

Réf : 2011 57

A l'unanimité  
Pour : 12  
Contre : 0  
Abstentions : 0

**Objet de la délibération : TAXE D'AMENAGEMENT**

**Monsieur le Maire expose :**

Suite à la réforme de la fiscalité d'urbanisme, l'assemblée délibérante est tenue de se prononcer, pour une application en 2012, sur le taux de la taxe d'aménagement, regroupant l'ancienne taxe locale d'équipement.

En conséquence :

- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L331-14
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 Juin 2006 fixant le taux de la taxe locale d'équipement sur le territoire communal,
- Considérant que l'article précité prévoit que les communes peuvent fixer des taux différents dans une fourchette comprise entre 1 et 5 %.

Les simulations faites par la DDT montrent, du fait du changement des modes de calcul, que la recette de la nouvelle taxe serait sensiblement identique à celle existante, voire légèrement supérieure si le taux de 5 % était maintenu.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur le taux à appliquer à la nouvelle taxe d'aménagement sur l'ensemble de la commune du SUBDRAY, proposé à 5 %.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents ou représentés, décide de maintenir le taux à 5 %.

La présente délibération est transmise à :

Madame le Préfet du Cher  
Monsieur le Percepteur de Saint-Florent

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture du  
Cher le : 11/10/2011  
et publication ou notification  
du : 07/10/2011

Pour extrait conforme,  
Fait à Le Subdray, le 11 Octobre 2011  
**Pour le Maire, l'Adjoint Délégué**  
**Marlène MARTINAT-SIRET**



2015/19

Extrait du registre  
des délibérations de la commune du **Subdray**  
Séance du **10/02/2015**

Date de la convocation  
02/02/2015

Date d'affichage  
02/02/2015

Nombres de membres  
En exercice : 15  
Présents : 15  
Votants : 14

Réf : 2015 011

A la majorité  
Pour : 14  
Contre : 0  
Abstentions : 1

L'an 2015 et le 10 Février à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme Corinne SUPLIE, Maire.

**Présents** : Mme SUPLIE Corinne, Maire, M. FOUCHET Bruno, Mme MOREAU Sylvie, Mme CHEREAU Agnès, Mme ARBENTZ THEBAUX Sylvie, M. CHANTELAUZE Philippe, Mme EVRARD Josiane, Mme FERNANDEZ Dolorès, M. GABILLAUD Christophe, M. GUILLON Jean-Philippe, Mme JACQUET Brigitte, M. MARTIN Jean-Pierre, M. MARTINAT Joël, M. RENIER Franck, Mme SAINTEMARIE Sonia,

**Absents** :

**Secrétaire de séance** : M. MARTINAT Joël

**Objet de la délibération** : EXONERATION TAXE D'AMENAGEMENT POUR LES ABRIS DE JARDIN SOUMIS A DECLARATION PREALABLE

**Madame le Maire expose** :

Par délibération en date du 06 Octobre 2011, le Conseil Municipal a décidé d'instituer la taxe d'aménagement au taux de 5 % sur l'ensemble de la commune du Subdray.

Madame le Maire informe que selon l'article 90 de la loi de finances pour 2014 (loi n°2013-1278 du 29 Décembre 2013) modifiant l'article L 331-9 du code de l'urbanisme, les abris de jardin développant de la surface taxable (clos et couverts) soumis à déclaration préalable peuvent être exonérés de la taxe d'aménagement par délibération du Conseil Municipal (pour la part communale) ou en Conseil Général (pour la part départementale).

En revanche, les abris de jardin relevant du permis de construire ne peuvent pas bénéficier de ces exonérations éventuelles.

Il est proposé au Conseil Municipal d'exonérer de taxe d'aménagement (pour la part communale) les abris de jardin développant de la surface taxable (clos et couverts) soumis à déclaration préalable, c'est-à-dire inférieurs à 20 m2, pour tous les dossiers déposés à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2016.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité des Membres présents, décide d'exonérer de la taxe d'aménagement (part communale) les abris de jardin développant de la surface taxable (clos et couverts) soumis à déclaration préalable c'est-à-dire inférieurs à 20 m2 pour tous les dossiers déposés à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2016.

La présente délibération est transmise à :

Madame la Préfète du Cher  
Monsieur le Percepteur de Saint-Florent  
Monsieur le Directeur de la DGFIP

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture du Cher le 05 MARS 2015  
et publication du : 05 MARS 2015



Pour extrait conforme,  
Fait à Le Subdray, le 05/03/2015  
**Le Maire, Corinne SUPLIE**